

31 AOÛT 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'agrément et les modalités de fonctionnement des Commissions professionnelles et des Commissions de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995, notamment les articles 17 et 25;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné le 18 février 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les Centres de formation permanente des classes moyennes et les chefs d'entreprise doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions relatives aux Commissions professionnelles et des Commissions de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises avant le début de la prochaine année de formation fixée au 1^{er} septembre 2000;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Des commissions professionnelles techniques

Article 1^{er}. Sur proposition du conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, le Gouvernement wallon arrête la liste des Commissions professionnelles techniques.

Art. 2. Le conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises agréé les membres des Commissions professionnelles techniques.

Art. 3. Les Commissions professionnelles techniques ont pour missions essentielles de formuler des avis ou des propositions à l'Institut sur les problèmes liés à la technique professionnelle d'une profession ou d'un groupe de professions tels que :

- a) les programmes de formation permanente et de reconversion;
- b) les profils professionnels et d'entreprise;
- c) la mise en œuvre des moyens susceptibles de promouvoir la formation permanente et la reconversion professionnelle;
- d) la formation technologique des formateurs et des patrons-formateurs;
- e) les seuils de compétence minimum requis en cours et en fin de formation;
- f) l'évolution technologique du métier;
- g) les relations avec les fonds sectoriels de formation.

Art. 4. Chaque Commission professionnelle technique est composée :

- de cinq membres effectifs pour lesquels sont éventuellement désignés cinq membres suppléants, tous d'expression française et
- d'un ou deux experts désignés par la Commission, si cette dernière ou l'Institut le juge utile, pour leur compétence pédagogique ou technique.

Art. 5. a) Les membres effectifs et suppléants d'une Commission professionnelle technique sont proposés à l'Institut, sur demande de ce dernier, par chacune des fédérations professionnelles remplissant les conditions visées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 3, 4 et 5 des lois relatives à l'organisation des classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979.

Les membres peuvent également être proposés par les Instituts professionnels créés en vertu d'une législation réglementant une profession.

En outre, l'Institut peut, à titre subsidiaire, proposer au conseil d'administration la désignation de membres.

Les propositions des fédérations et instituts doivent être faites dans un délai de trente jours calendrier.

L'Institut arrête la composition de la Commission, pour les cinq membres effectifs et les cinq membres suppléants, en veillant à ce qu'au moins un des membres soit du ressort de la Région de Bruxelles-capitale, en conformité avec l'accord de coopération.

Les membres effectifs et les membres suppléants sont agréés pour une période de quatre ans, renouvelable, prenant cours le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de l'agrément.

Une même personne peut faire partie de plusieurs Commissions.

Lors de la constitution de la Commission, chacun des membres devra être âgé de moins de 65 ans.

b) Les experts sont agréés par l'Institut pour le temps nécessaire à l'accomplissement de la tâche qui leur est attribuée. En aucun cas, l'agrément des experts, ne peut être fait pour une période supérieure à quatre ans.

c) Le conseil d'administration de l'Institut peut déroger aux règles précitées pour permettre la création d'une Commission professionnelle technique :

- s'il n'existe pas, au moment voulu, de fédération pour une profession ou un groupe de professions, ou si le nombre de candidats proposé par la (les) fédération(s) ou les Instituts professionnels est inférieur à cinq;
- si la (les) fédération(s) ou les Instituts professionnels concerné(es) ne souhaite(nt) pas collaborer avec l'Institut;
- si certaines fédérations qui proposent une liste de candidats ont sensiblement plus de membres que d'autres ou si plus de cinq fédérations proposent une liste.

Si des fédérations ou Instituts regroupent plusieurs activités professionnelles connexes, l'Institut apprécie s'il convient de créer une ou plusieurs Commissions professionnelles techniques.

Art. 6. La désignation des membres prend fin :

- par l'échéance du terme;
- par le décès;
- par la démission volontaire;
- par le retrait d'agrément.

En outre, toute proposition de retrait d'agrément sur proposition de la fédération compétente, pour motif sérieux, ou sur proposition de la Commission professionnelle pour absences répétées aux séances est soumise à l'Institut.

L'accord de celui-ci, entraîne d'office, le retrait de l'agrément.

Il est pourvu au remplacement d'un membre dont les fonctions ont cessé avant l'échéance du terme selon les mêmes règles que celles applicables lors des désignations et ce, pour la durée du terme restant à courir.

Art. 7. Lors de sa réunion de constitution, chaque Commission professionnelle technique procède à l'élection d'un président et d'un vice-président.

Art. 8. Les Commissions professionnelles techniques peuvent faire préparer ou suivre leurs travaux par des groupes de travail réunissant au maximum cinq membres, dont éventuellement des participants extérieurs à la Commission.

Art. 9. Le(s) conseiller(s) pédagogique(s), délégué(s) par l'Institut, assiste(nt) de plein droit aux réunions des Commissions et dirige(nt) les groupes de travail des Commissions.

Le secrétariat des Commissions et des groupes de travail est assuré par un membre du personnel de l'Institut, autre que le(s) conseiller(s) pédagogique(s).

Art. 10. Il est alloué aux membres effectifs et aux experts participant aux Commissions et aux groupes de travail, des jetons de présence et des indemnités pour frais de voyage, à l'exception des formateurs principaux qui ne peuvent recevoir que des indemnités de voyage.

Un membre suppléant n'a droit à ces jetons et indemnités que pour la séance de constitution et, lors des séances ultérieures des Commissions, lorsqu'il remplace le membre effectif dont il est le suppléant.

Art. 11. Les autres modalités de fonctionnement des Commission professionnelles techniques et plus spécialement tout ce qui concerne les réunions, l'ordre des travaux, les procès-verbaux et autres dispositions générales font l'objet d'un règlement des Commissions élaboré par l'Institut.

Art. 12. Conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 octobre 1998 déterminant l'ordre de l'évaluation des activités réglementées en vertu des lois des 24 décembre 1958 et 15 décembre 1970, il est possible de créer des commissions professionnelles sectorielles, susceptibles de se réunir pour traiter et régler tout problème commun ou relatif aux lois d'accès et finaliser les travaux résultant des dispositions de l'arrêté royal du 5 octobre 1998, notamment l'adaptation des programmes de formation et autres documents pédagogiques.

Il s'agit des commissions :

- 1° construction;
- 2° alimentation et hôtellerie;
- 3° professions techniques;
- 4° services aux personnes;
- 5° négoce.

Elles peuvent se composer des Présidents des Commissions professionnelles techniques ou de leurs délégués.

Dans les cas où il existe une confédération regroupant différents métiers d'un secteur déterminé, des membres de Commissions peuvent être proposés par cette confédération.

Les Commissions professionnelles sectorielles peuvent faire préparer leurs travaux par des groupes de travail réunissant au maximum cinq membres, dont éventuellement des participants extérieurs à la Commission.

CHAPITRE II. — *Des commissions de formation*

Art. 13. Le conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises agréé les Commissions de formation.

Art. 14. Les Commissions de formation ont pour missions essentielles de formuler des avis ou des propositions à l'Institut sur les problèmes spécifiques à la formation permanente ou à la pédagogie tels que :

— l'élaboration des supports pédagogiques nécessaires en apprentissage, en formation de chef d'entreprise et en formation continue;

— l'organisation de l'évaluation des connaissances générales, professionnelles et intégrées.

Art. 15. a) Chaque Commission de formation est composée au maximum de 10 membres tous effectifs. Ceux-ci ont la qualité de formateur dans le réseau, sont d'expression française et sont agréés par l'Institut en fonction de leurs compétences particulières. Au moins deux de ces membres doivent être du ressort de la Région de Bruxelles-Capitale, en conformité avec l'accord de coopération. Des candidats formateurs peuvent être associés aux travaux.

b) Sur proposition d'une Commission, l'Institut peut agréer des experts différents tout au long des travaux de cette Commission sans qu'il y ait plus de deux experts agréés simultanément.

En aucun cas, l'agrément des experts, ne peut être fait pour une période supérieure à quatre ans.

Art. 16. La Commission de formation est désignée pour une durée maximale de quatre ans, renouvelable, prenant cours le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de l'agrément.

Une même personne peut faire partie de plusieurs Commissions.

Art. 17. La désignation des membres prend fin :

- par l'échéance du terme;
- par le décès;
- par la démission volontaire;
- par la révocation;
- par la perte de la qualité de formateur dans le réseau;
- par la fin des travaux pour lesquels la Commission se réunissait.

Il est pourvu au remplacement d'un membre dont les fonctions ont cessé avant l'échéance du terme selon les mêmes règles que celles applicables lors des désignations et ce, pour la durée du terme restant à courir.

Art. 18. Les réunions des Commissions de formation sont animées par (les) conseiller(s) pédagogique(s).

Art. 19. Le(s) conseiller(s) pédagogique(s), délégué(s) par l'Institut, préside(nt) les réunions et anime les travaux de ces Commissions. Le secrétariat des Commissions et des groupes de travail est assuré par un membre du personnel de l'Institut, autre que le(s) conseiller(s) pédagogique(s).

Art. 20. Il est alloué aux membres participant aux Commissions et aux groupes de travail, des jetons de présence et des indemnités pour frais de voyage, à l'exception des formateurs principaux à temps plein qui ne peuvent recevoir que des indemnités de voyage.

Art. 21. Les autres modalités de fonctionnement des Commissions de formation et plus spécialement tout ce qui concerne les réunions, l'ordre des travaux, les procès-verbaux et autres dispositions générales font l'objet d'un règlement élaboré par l'Institut.

Art. 22. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 octobre 1991 fixant les conditions d'agrément et les modalités de fonctionnement des Commissions Professionnelles dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

Art. 24. La Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 août 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
VERTALING

N. 2000 — 2430

[C - 2000 /27409]

31 AUGUSTUS 2000. — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden en de werkingsregeling van de beroepscommissies en de vormingscommissies in het "Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises" (Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen)**

De Waalse Regering,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises », gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd bij decreet van de Waalse Gewestraad van 4 mei 1995, inzonderheid op de artikelen 17 en 25;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises », gegeven op 18 februari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises », de permanente vormingscentra van de middenstand en de bedrijfsleiders hoe dan ook op de hoogte moeten zijn van de nieuwe bepalingen die betrekking hebben op de beroepscommissies en de vormingscommissies in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vóór het nieuwe vormingsjaar op 1 september 2000 van start gaat;

Overwegende dat dit besluit derhalve zo spoedig mogelijk moet worden bekendgemaakt en in werking moet treden;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *De technische beroepscommissies*

Artikel 1. Op voorstel van de raad van bestuur van het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes Entreprises » bepaalt de Waalse Regering de lijst van de technische beroepscommissies.

Art. 2. De raad van bestuur van het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » erkent de leden van de technische beroepscommissies.

Art. 3. De fundamentele opdracht van de technische beroepscommissies bestaat erin adviezen of voorstellen voor te leggen aan het instituut in verband met problemen die te maken hebben met technische aspecten van een beroep of een tak, zoals :

- a) programma's voor permanente vorming en omschakeling;
- b) beroeps- en bedrijfsprofielen;
- c) inzetten van middelen die het bekendmaken van de permanente vorming en de beroepsomscholing tot doel hebben;
- d) technologische opleiding van de vormingswerkers en werkgevers;
- e) bepaling van de minimumvereisten inzake vakbekwaamheid in de loop en op het einde van de vormingscyclus;
- f) technologische evolutie van het vak;
- g) betrekkingen met de sectorale vormingsfondsen.

Art. 4. Elke beroepscommissie is als volgt samengesteld :

- vijf gewone leden en, eventueel, vijf plaatsvervangende leden; allen Franstalig;
- één of twee experts die op grond van hun les- of technische bekwaamheid aangesteld worden door de commissie indien de commissie of het « institut » dat nodig achten.

Art. 5. a) De gewone en de plaatsvervangende leden van de technische beroepscommissies worden op verzoek van het instituut voorgedragen door ieder beroepsverbond dat de voorwaarden naleeft bedoeld in artikel 6, leden 1, 3, 4 en 5 van de wetten betreffende de organisatie van de middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979.

De leden kunnen ook voorgedragen worden door de beroepsinstituten die opgericht werden krachtens een wet- of decreetgevende tekst ter regeling van een bedrijfstak.

Ter aanvulling kan het instituut eveneens aan de raad van bestuur voorstellen om leden aan te stellen.

De voorstellen van de beroepsverbonden en -instituten moeten ingediend worden binnen een termijn van dertig kalenderdagen.

Het instituut bepaalt de samenstelling van de commissie voor de vijf gewone en de vijf plaatsvervangende leden en zorgt er ter naleving van het samenwerkingsakkoord voor dat minstens één der leden uit het ambtsgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest afkomstig is.

De gewone en plaatsvervangende leden worden erkend voor een hernieuwbare periode van vier jaar die aanvangt op 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de erkenning verleend werd.

Eenzelfde persoon mag deel uitmaken van verschillende commissies.

Op het ogenblik dat de commissies worden samengesteld, moet elk der leden minder dan 65 jaar oud zijn.

b) De experts worden door het instituut erkend voor de periode die voor de uitvoering van de hen toegewezen taak vereist is. In geen enkel geval mag hun erkenning een periode van meer dan vier jaar bestrijken.

c) De raad van bestuur van het instituut mag van bovenvermelde regels afwijken om een technische beroepscommissie op te richten :

- indien er voor een bepaald beroep of een bepaalde bedrijfstak op het uitgekozen ogenblik geen beroepsverbond bestaat dan wel indien het aantal door het beroepsverbond of de beroepsverbonden of beroepsinstituten voorgedragen kandidaten lager is dan vijf;

- indien het betrokken beroepsverbond of de betrokken beroepsverbonden of de betrokken beroepsinstituten niet met het instituut wensen samen te werken;

- indien sommige beroepsverbonden die een kandidatenlijst indienen een gevoelig hoger aantal leden tellen dan andere verbonden dan wel indien er meer dan vijf verbonden een lijst indienen.

Indien er beroepsverbonden of instituten verschillende samenhangende beroepsactiviteiten overkoepelen, oordeelt het instituut of er één dan wel meerdere technische beroepscommissies dienen te worden opgericht.

Art. 6. De aanstelling van de leden loopt ten einde :

- wanneer de termijn afgelopen is;
- door overlijden;
- door vrijwillig ontslag;
- door intrekken van de erkenning.

Bovendien wordt elk voorstel tot intrekking van de erkenning op voorstel van het bevoegde verbond wegens ernstige redenen of op voorstel van de beroepscommissie wegens herhaaldelijk afwezig blijven van de vergaderingen aan het instituut overgemaakt. Indien het instituut met het voorstel instemt, wordt de erkenning van ambtswege ingetrokken.

Er wordt in de vervanging van een commissielid voorzien indien diens ambt beëindigd werd vóór afloop van de termijn, waarbij dezelfde regels worden nageleefd als die welke van toepassing waren toen alle commissieleden werden aangesteld. Die regels blijven van kracht voor de resterende duurtijd van de termijn.

Art. 7. In de loop van de samenstellende vergadering worden er in elke technische beroepscommissie een voorzitter en een ondervoorzitter verkozen.

Art. 8. De technische beroepscommissies kunnen hun werkzaamheden laten voorbereiden of volgen door werkgroepen die hoogstens vijf, eventueel externe, leden mogen tellen.

Art. 9. De psycho-pedagogische consulent(en) die door het instituut afgevaardigd wordt of worden, woont of wonen van rechtswege de vergaderingen bij van de commissies en leidt of leiden de werkgroepen van de commissies.

Het secretariaat van de commissies en de werkgroepen wordt waargenomen door een personeelslid van het instituut dat geen psycho-pedagogisch consulent is.

Art. 10. Er worden aan de gewone leden en aan de experts die in de commissies of de werkgroepen zitten, een aanwezigheidsgeld en een reiskostenvergoeding toegekend, met uitzondering van de hoofdvormingswerkers, die enkel een reisvergoeding krijgen.

Een plaatsvervangend lid kan geen aanspraak maken op aanwezigheidsgeld of vergoedingen behalve voor de samenstellende vergadering en voor de latere commissievergaderingen die hij bijwoont ter vervanging van het gewone lid voor wie hij als plaatsvervangend lid optreedt.

Art. 11. In de overige werkingsregels van de technische beroepscommissies en meer bepaald in alle zaken die betrekking hebben op de vergaderingen, de volgorde van de werkzaamheden, de notulering alsook in andere algemene bepalingen wordt voorzien door een door het instituut opgesteld reglement der commissies.

Art. 12. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 oktober 1998 tot bepaling van de volgorde van de evaluatie van de activiteiten gereguleerd in uitvoering van de wetten van 24 december 1958 en 15 december 1970 bestaat de mogelijkheid sectorale beroepscommissies op te richten die kunnen vergaderen over vraagstukken die verband of mede verband houden met de toetredingsregels en de werkzaamheden die voortvloeien uit de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 oktober 1998 tot een goed einde kunnen brengen, met name het aanpassen van de vormingsprogramma's en andere pedagogische documenten.

Betrokken zijn volgende commissies :

- 1° bouw;
- 2° voeding en hotelbedrijf;
- 3° technische beroepen;
- 4° dienstverlening aan personen;
- 5° neringen.

Bedoelde commissies kunnen bestaan uit de voorzitters van de technische beroepscommissies en hun afgevaardigden.

In de gevallen waar er een confederatie bestaat die verschillende vakken van een bepaalde sector overkoepelt, kunnen de leden van bedoelde commissies voorgedragen worden door die confederatie.

De sectorale beroepscommissies mogen hun werkzaamheden laten voorbereiden door werkgroepen die hoogstens vijf leden tellen, waaronder eventueel externe leden.

HOOFDSTUK II. — *De vormingscommissies*

Art. 13. De vormingscommissies worden erkend door de raad van bestuur van het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ».

Art. 14. De fundamentele taak van de vormingscommissies bestaat erin adviezen of voorstellen aan het « institut » te verstrekken in verband met specifieke problemen van de permanente vorming of van het lesgeven, zoals :

- het uitwerken van leermiddelen die nodig zijn in het leerproces, in de opleiding tot bedrijfsleider en de voortgezette vorming;
- het uitwerken van de evaluatie van de algemene, de beroeps- en de globale kennis.

Art. 15. a) Elke vormingscommissie bestaat uit maximum tien gewone leden, die de hoedanigheid van vormingswerker in het netwerk hebben, Franstalig zijn en door het « institut » erkend worden wegens hun specifieke bevoegdheden. Minstens twee commissieleden moeten overeenkomstig het samenwerkingsakkoord afkomstig zijn van het ambtsgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. Kandidaat-vormingswerkers mogen aan de werkzaamheden deelnemen.

b) Op voorstel van een commissie kan het « institut » over de gehele duur van de werkzaamheden experts erkennen, zonder dat er echter meer dan twee experts tegelijkertijd erkend kunnen worden.

In geen enkel geval mogen experts voor een periode die langer dan vier jaar duurt, worden erkend.

Art. 16. De vormingscommissie blijft aangesteld voor een ambtstijd van hoogstens vier jaar, die verlengd kan worden en ingaat op 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de erkenning wordt verleend.

Eenzelfde persoon mag deel uitmaken van verschillende commissies.

Art. 17. De aanstelling van de leden loopt ten einde :

- wanneer de termijn afgelopen is;
- door overlijden;
- door vrijwillig ontslag;
- door afzetting;
- door verlies van de hoedanigheid van vormingswerker in het netwerk;
- door beëindiging van de werkzaamheden waarvoor de commissie samenkwam.

Er wordt in de vervanging van een commissielid voorzien indien diens ambt ten einde is gekomen vóór afloop van de termijn. Daarvoor worden dezelfde regels toegepast als die waarvan gebruik werd gemaakt toen alle leden werden aangesteld, en dit voor de resterende ambtstijd.

Art. 18. De vergaderingen van de vormingscommissies worden geleid door de psycho-pedagogische consulent(en).

Art. 19. De psycho-pedagogische consulent(en) die door het « institut » afgevaardigd wordt of worden, leidt of leiden de vergaderingen én de werkzaamheden van de commissies. Het secretariaat van de commissies en de werkgroepen wordt waargenomen door een personeelslid van het « institut » dat geen psycho-pedagogisch consulent is.

Art. 20. Er worden aan de leden die de commissie- en werkgroepvergaderingen bijwonen een aanwezigheidsgeld en reiskostenvergoeding toegekend, met uitzondering van de voltijdse hoofdvormingswerkers. Zij krijgen enkel een reisvergoeding.

Art. 21. In de overige werkingsregels van de vormingscommissies en meer bepaald in alle zaken die betrekking hebben op de vergaderingen, de volgorde van de werkzaamheden, de notulering alsook in andere algemene bepalingen wordt voorzien door een door het instituut opgesteld reglement.

Art. 22. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 oktober 1991 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de werkwijze voor de beroepscommissies in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2000.

Art. 24. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 augustus 2000.

De Minister-President van de Waalse Regering,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. M. ARENA



F. 2000 — 2431

[C — 2000/27407]

31 AOUT 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au perfectionnement pédagogique dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995, notamment l'article 14;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné le 18 mars 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les Centres de formation permanente des classes moyennes et les entreprises doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions relatives au perfectionnement pédagogique dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises avant le début de la prochaine année de formation fixée au 1^{er} septembre 2000;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Le perfectionnement pédagogique visé à l'article 1^{er}, 5°, de l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995, comprend :

1° la formation pédagogique de base qui s'adresse aux formateurs visés à l'article 2 qui ne possèdent aucune connaissance pédagogique préalable;

2° le perfectionnement pédagogique complémentaire qui s'adresse aux formateurs visés à l'article 2 qui possèdent une formation pédagogique de base, une formation pédagogique adaptée à la profession faisant l'objet de la formation théorique ou pratique visée à l'article 2.